

Le budget de l'Union doit permettre de la ré-inventer

Les négociations sur le futur budget de l'Union européenne pour la période 2021-2027 ont commencé. La Commission a fait une proposition de budget modeste à hauteur de 1,11 % du PIB des 27 Etats membres, Brexit oblige, tandis que le Parlement européen plaide en faveur d'un plafond de 1,3%.

Un budget c'est l'illustration de la volonté d'agir - ou non - de ceux qui le façonnent.

Ce budget doit être la réponse au Brexit, à la montée des extrêmes, à l'irruption au premier plan des questions de l'accueil des migrants ou de la sécurité, sans oublier les impératifs de la gestion de l'euro et de la transition écologique. Cela nécessite une remise à plat bien plus importante.

Pour la zone euro, le besoin d'une fonction de stabilisation – qui pourrait prendre la forme d'une protection des investissements et/ou d'une assurance chômage minimum - est désormais admis par la majorité des acteurs. Le risque existe que, sans accord politique sur son rôle et sa fonction, le train de la négociation du budget pluriannuel suive son propre rythme sans jamais croiser celui du budget de la zone euro. Ce serait une occasion manquée ; nous devrions poser de manière plus radicale la question des dynamiques à l'œuvre après le Brexit alors que le PIB de la zone euro représente 73 % du PIB de l'Union à 28, 86% du PIB de l'Union à 27.

Si la Commission a raté le coche du prochain cadre financier pluriannuel, les Chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Bruxelles les 28 et 29 juin n'ont pas été plus ambitieux.

C'est pourtant maintenant que l'Europe doit se ré-inventer.